

# L'offensive FN en direction du monde du travail

lundi 27 février 2012, par [MORA Luz](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2012).

**Le FN se présente comme le parti représentant les salariés. Il est donc essentiel d'examiner son programme social pour démonter son discours et le dévoiler comme allié du patronat.**

Le FN serait encore plus social, encore plus crédible pour le monde du travail. Les récents sondages, parus dans la presse mi-janvier 2011, placent la présidente du FN en tête des votes des ouvriers. Mais le tournant dit « social » du FN est un serpent de mer : depuis le milieu des années 1990, le parti frontiste s'adresse clairement aux salariés, aux chômeurs, aux précaires. La venue de Marine Le Pen à la tête du parti ne fait que le confirmer. Du moins en apparence.

## Réindustrialiser et augmenter le pouvoir d'achat

Une des priorités affirmée par le FN est la réindustrialisation du pays. Ainsi, la lutte contre le chômage se ferait selon deux grands axes : « *la réindustrialisation de notre pays, et le soutien aux PME, qui sont les premiers créateurs d'emplois en France. Le renforcement du dynamisme du marché du travail contribuera également à la lutte contre le chômage* ». Pourfendeurs de la mondialisation, de l'Europe, le programme frontiste se veut évidemment protectionniste, en direction des PME : « *un réarmement face à une mondialisation débridée qui met nos industries en concurrence déloyale avec le monde entier* ». Leur gouvernement serait stratège et planificateur, imposerait une réindustrialisation et une politique « achetons français », tout en gavant de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales le patronat pour « alléger le coût du travail ».

Mais le FN sait rapidement changer son fusil d'épaule. Ainsi, on pouvait lire en décembre dans le programme de MLP : « *nous proposons de financer une diminution de charges des employeurs par l'institution d'une taxe sur les transactions financières - et non par une TVA dite « sociale » qui n'a en réalité rien de sociale. Pour atteindre cet objectif, la France soutiendra l'instauration de cette taxe sur les transactions financières à l'échelon international.* » Mais Sarkozy ayant défendu l'instauration d'une telle taxe, le pro-gramme a changé et on y trouve aujourd'hui : « *nous proposons [...] par l'institution d'une Contribution sociale aux importations égale à 3 % du montant des biens importés [...] [son] application permettra d'augmenter de 200 euros net les rémunérations des salaires jusqu'à 1,4 fois le Smic.* » Même si on retrouve plus loin le soutien à une taxe sur les transactions financières.

Il ne s'agirait donc pas, comme a essayé de le faire croire MLP, d'une augmentation du salaire, seule à même de garantir une hausse durable, collective et sûre, mais bien d'une prise en charge par l'État de cotisations sociales. Mesure qui peut être supprimée d'un jour à l'autre selon les aléas de la politique chauvine du FN.

Ne soyons pas dupes : avec son protectionnisme mâtiné de chauvinisme, le FN alimentera forcément la guerre économique entre pays, au détriment des habitants et salariés.

Ensuite, la politique de cadeaux fiscaux et sociaux faits au patronat n'a jamais eu pour corollaire l'augmentation générale des salaires. Bien au contraire, ce ne sont que les luttes des salariés qui l'ont imposée.

À ces mesures, s'ajouteraient d'autres annonces, inédites pour le parti d'extrême droite, comme la revalorisation des traitements des fonctionnaires et des pensions de retraite.

Mais derrière les effets d'annonce, le détail est moins flatteur.

Tout d'abord, le FN garantit l'indexation des salaires et minimum retraite sur l'inflation pour les salariés du privé et l'augmentation du point d'indice des traitements des fonctionnaires d'une valeur indéterminée. Mais, depuis des années, la part des salaires a diminué dans le PIB français. De plus, ils n'ont pas été augmentés suffisamment pour combler l'inflation. Il y a donc un retard important à rattraper : la seule mesure d'indexation des salaires sur l'inflation ne suffira pas.

Par ailleurs, le programme prévoit la constitution d'une réserve légale de titres « *moyen de reconnaître au personnel une part de propriété dans l'entreprise, sans droit de vote, mais permettant le versement de dividendes.* » Mesure fumeuse dont on a vu l'effet avec la prime Sarkozy...

En ce qui concerne, la question cruciale aujourd'hui pour les salariés du privé et du public de quel emploi ? Le FN ne dit rien. Rien sur les contrats précaires (intérim, CDD, temps partiels imposés) devenus notre lieu commun. Le parti frontiste veut créer de l'emploi, mais lequel ? Celui des contrats sans lendemain et sous-payés ?

Quant aux politiques envers les agents de l'État, il dit à la fois qu'il veut arrêter la RGPP mais dans le même programme, il propose un « *gel des baisses des effectifs* » de la fonction publique d'État alors que « *collectivités territoriales devront maîtriser leurs effectifs* » avec la présentation annuelle de « *plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs* ».

## **Conditions de travail et temps de travail**

Dans son programme, le FN n'a pas un mot sur les conditions de travail malgré quelques communiqués larmoyants sur les mineurs ou les victimes de l'amiante, aucune analyse, aucune proposition. Bosse ! Si tu crèves au boulot ou à cause du boulot, la vie va ainsi !

Quant au temps de travail, le FN se voudrait pragmatique. MLP affirme qu'elle ne reviendra pas sur les 35 heures pour « *ne pas perturber à nouveau grandement le fonctionnement du marché du travail et des conditions d'emploi des salariés dans les entreprises françaises* ». Par contre, une « *renégociation sera autorisée à la condition qu'elle s'accompagne d'une augmentation proportionnelle du salaire* ».

Une renégociation à quel niveau ? Les branches, l'entreprise ?

Tout ça n'est pas précisé mais ne laisse rien présager de bon, créant de fait des disparités entre les salariés.

## **Emploi et immigration**

Bien sûr, en matière de travail et d'emploi, le FN tape à bras raccourcis sur les étrangers, toujours censés voler le travail des Français et, tirer les salaires vers le bas. Ainsi, à compétences égales, les entreprises devront embaucher des « *personnes ayant la nationalité française* », prévoyant même une loi qui obligerait Pôle emploi à proposer les postes aux salariés français.

De même en ce qui concerne les pensions de retraite : « *il faut supprimer le droit au minimum vieillesse pour les étrangers n'ayant pas travaillé et cotisé en France pendant au moins dix ans et pour ceux résidant à l'étranger.* »

La stratégie de la division des salariés par le racisme est une vieille recette : ceux et celles qui l'ont appliquée ont, certes, vu des pays plus blancs, mais dans lesquels les salaires, les conditions d'emploi et de travail n'ont pas positivement varié. Sauf qu'en outre, ils étaient divisés.

### **Les FN contre les syndicats**

Dernière entreprise : casser l'outil des salariés pour les luttes, le syndicat. Désignés (toujours !) comme non représentatifs, bloqueurs, politisés et opposés à toute logique de négociation constructive...

Les droits des salariés à la sauce FN se font uniquement dans un monde fantasmé où il n'est besoin que de négociation : la seule arme de défense réelle des salariés est la grève. Le FN veut la conditionner à des revendications « légitimes » et la circonscrire à des secteurs où ça ne gênera pas.

Et encore moins, sous couvert de respectabilité ou de représentativité, imposer des syndicats jaunes ou proche de son courant.

**Luz Mora**, syndicaliste, membre de Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa)

\* [www.visa-isa.org](http://www.visa-isa.org)

---

### **P.-S.**

\* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 29 (février 2012).